

APPEL AUX AGENTS TERRITORIAUX

Se mobiliser à hauteur d'une logique dévastatrice

Ce projet est la transposition sur le plan institutionnel d'une austérité accrue. Il réunit tous les ingrédients d'une régression généralisée.

▶ Décentralisation ? Recentralisation et mise à distance des citoyens !...

Sous le couvert de la décentralisation Hollande et Valls pratiquent le double langage.

Ils disent ériger **la commune** en une « petite république dans la grande », alors qu'ils préparent sa dévitalisation pour mieux **la dissoudre dans une intercommunalité placée sous la férule du représentant de l'Etat à l'échelon départemental**.

En charge de répondre aux besoins sociaux de proximité, **le Conseil général est voué à la disparition ou à se fondre dans la nouvelle institution métropolitaine**, dont la mise en place relève de la même manière du ressort de l'autorité préfectorale.

Quant aux régions, elles sont appelées à se regrouper et à **servir de relais au renforcement des politiques d'austérité dictées de façon de plus en plus centralisée par les instances européennes**.

Enfin, cerise sur le gâteau en matière de recentralisation, **le projet supprime la clause générale de compétence**, alors que celle-ci **constitue une des pièces maîtresses de la décentralisation**. Elle permet, en effet à une collectivité d'intervenir en dehors de ses compétences obligatoires pour répondre à des besoins locaux urgents (santé, logement, culture, activités sportives...).

Ce renversement de l'édifice républicain supprime des élus de proximité **et du même coup éloigne les citoyens des lieux des décisions**. Il institue une recentralisation aux échelons départemental et régional **en faisant de la technocratie étatique l'interlocuteur privilégié des grands groupes capitalistes en matière de marchés et d'investissements publics**.

Derrière un discours politico-médiatique destiné à rendre le projet acceptable, les véritables objectifs apparaissent cependant de plus en plus clairement.

▶ ...pour un transfert de richesses au service des grands groupes...

En octroyant un pouvoir réglementaire aux régions, le gouvernement vise à **inscrire les collectivités territoriales dans une logique de concurrence à l'échelle d'un capitalisme mondialisé**.

Aux fins d'attirer les grands groupes ou leurs filiales, **elles sont indirectement encouragées à pratiquer le dumping sous la forme de dérogations au code du travail, d'exonérations fiscales et d'un accroissement des aides publiques. Ce sont les principes d'égalité devant la loi et d'indivisibilité de la République qui sont remis en cause**. Pour le gouvernement, il s'agit avant tout d'organiser un transfert de richesses aux bénéficiaires du capital à tous les échelons institutionnels. La réduction des dotations budgétaires aux collectivités de 11 milliards d'euros (1) pour financer le pacte de stabilité est à inscrire dans ce cadre. **Tous les atouts des territoires sont ainsi soumis aux exigences de la rentabilité financière**.

▶ ... au détriment du service public et des agents sacrifiés sur l'autel de la rentabilité financière...

Ce transfert de richesses se fait au détriment de l'intérêt général. **Il porte inéluctablement en germe le démantèlement des services publics de proximité du conseil général. Les statuts des agents territoriaux, gages de leur indépendance et de leur savoir faire au service des populations, sont directement mis en danger**.

(1) 28,5 millions d'euros en pertes cumulées d'ici à 2017.

Ce sont 300.000 agents qui sont menacés dans leur emploi, leur déroulement de carrière, leurs conditions de travail et de vie. Sans omettre les risques qui pèsent sur les salariés des associations en charge d'une délégation de service public.

Alors que le creusement des inégalités générées par les politiques libérales successives exige une intervention publique de grande ampleur, **le gouvernement fait en définitive le choix de sacrifier les services publics et ainsi de pénaliser les populations les plus défavorisées.**

La souveraineté populaire garante d'une refondation républicaine

Oui il faut une réforme territoriale de grande ampleur. Celle-ci doit **rétablir l'Etat dans ses missions de renforcement des valeurs républicaines.**

Il faut **démocratiser en profondeur les institutions** en instaurant une véritable souveraineté populaire garante de la solidarité et de l'égalité des citoyens et des territoires. Elues à la proportionnelle, les assemblées locales doivent être confortées et disposer des moyens humains et financiers pour réaliser les projets élaborés avec les citoyens. A cet égard, la réforme de la fiscalité locale est devenue un impératif. **A travers le développement des services publics, elle doit contribuer à une redistribution des richesses.**

Mais le service public ne sera une référence de progrès social que si **les conditions matérielles et statutaires des agents, fortement dégradées par les mesures libérales successives, sont considérablement revalorisées.**

Concernant un tel enjeu, c'est aux citoyens de décider.

A l'issue d'un débat public, exigeons la tenue d'un référendum national.

Au nombre des initiatives pour aboutir nous vous proposerons la signature d'une pétition.

Dans le 13

Entre 2012 et 2013, les dépenses sociales ont progressé de 4,20 % soit 4 fois plus que l'inflation. Elles représentent 61,70 % des dépenses totales.

Pour le Revenu de solidarité active (RSA), elles ont augmenté de plus de 5 % (71.187 allocataires en 2013).

Pour l'allocation personnalisée d'autonomie, elles ont augmenté de 2,40 % (12.462 allocataires en 2013)

Les prestations d'aide sociale à l'enfance accordées notamment pour la santé, la sécurité, l'éducation et l'entretien de l'enfant ont fortement augmenté.

Alors que les besoins sociaux ne cessent de grandir, les dotations budgétaires de l'Etat ne cessent de diminuer...

La réforme territoriale va accroître cet effet de ciseaux au détriment des plus défavorisés.



Fédération PCF des Bouches du Rhône
280 rue de Lyon 13015 Marseille
J'adhère à : contact@pcf13.fr - www.pcf13.fr